

Économie

«Le modèle tout ski, c'est fini» : la montagne va recevoir un gros chèque pour se moderniser

Le gouvernement a annoncé ce jeudi le déblocage de 650 millions d'euros d'argent publics pour les territoires de montagne, dont 331 millions d'euros alloués à un fonds qui financera des projets de diversification de l'économie touristique.



Jean Castex a aussi indiqué que la Caisse des dépôts investira 125 millions d'euros sur cinq ans dans le foncier, afin de redynamiser le parc immobilier de loisir. AFP/Jeff Pachoud



A

A



Par Vincent Vériier

Le 27 mai 2021 à 21h20

[Après une année blanche](#), la montagne attendait avec impatience ce chèque d'État pour [remonter la pente](#). Ce jeudi, en déplacement en Savoie, le Premier ministre, Jean Castex, a annoncé une enveloppe de 650 millions d'euros pour transformer ces territoires. De l'argent frais qui sera fléché vers trois priorités : la diversification de l'offre touristique, pour attirer notamment la clientèle étrangère et jeune,

accélérer la transition écologique et redynamiser l'immobilier.

Dans le détail, un fonds d'investissement de 331 millions d'euros, « Avenir montagne », financera des projets en lien avec les trois priorités et notamment la diversification touristique. Avec le réchauffement climatique, plus question de faire reposer l'économie de nos massifs sur la seule saison d'hiver. Ce fonds sera alimenté à hauteur 181 millions d'euros par des crédits de l'État et de 150 millions d'euros par les six régions concernées.

Pour accélérer la transition écologique de cet espace géographique, le plan propose d'aménager 1000 km de sentiers de montagne pour 10 millions d'euros ou encore de favoriser la mobilité non polluante sur les derniers kilomètres, en finançant par exemple des ascenseurs valléens ou des autocars électriques.

«On va avoir besoin d'aide sur le long terme»

« Ces annonces correspondent à ce qu'on demandait depuis des années, reconnaît Jean-Luc Boch, président de l'Association nationale des maires de stations de montagne (ANMSM). C'est un premier pas. Car on va avoir besoin d'aide sur le long terme. Le modèle tout ski, c'est fini. »

Enfin, la Caisse des dépôts investira 125 millions d'euros sur cinq ans dans le foncier, aux côtés d'autres investisseurs. Objectif, redynamiser le parc immobilier de loisir en diminuant ce qui est appelé « les lits froids ». Ces logements, qui appartiennent à des particuliers, mais installés dans des résidences de tourisms et qui ne sont loués que quelques semaines par an. Ces investissements pourront préempter le rachat de ces biens, environ 5 000 par an, pour les rénover et peut-être assurer une location plus régulière tout au long de l'année.

Pas vraiment du goût de l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI) et de leur avocat Me Jacques Gobert : « Après avoir tondu ces petits propriétaires, on veut les spolier ». Il faut dire que l'État, qui a encouragé ces petits épargnants français – leur nombre est estimé à 300 000 – à investir dans ces logements à la montagne et à la mer, au nom de l'aménagement du territoire et moyennant une défiscalisation, les a abandonnés à leur sort. Cet investissement, au montage financier plus que discutable, s'est révélé un gouffre financier encore accentué par la pandémie. « [Ils n'ont pas touché un centime d'aide alors qu'ils étaient dans l'impossibilité de louer leurs biens](#) et donc de rembourser leurs prêts », dénonce Me Jacques Gobert.